



Veille PNFC

novembre 2011

N° 8



À l'attention de	ADU-PNFC
Auteur	Patrick Henry
Date de rédaction	23/11/2011

Individuel / collectif : où les utilisateurs reprennent le contrôle sur leurs données

Perdus, volées, ou délibérément exposées sur les réseaux sociaux, les données confidentielles et la notion de secret, industriel ou stratégique, sont mis à mal par les nouveaux usages numériques, ont constaté les experts de la sécurité réunis aux [Assises de la sécurité et des systèmes d'information, à Monaco en octobre](#). Par ailleurs, le thème de la consommation de services de la société de l'information et du consentement a refait surface dans les débats publics (il était apparu [déjà dans les années 90](#)). La rapide expansion du commerce électronique suscite de délicates questions qui ont incité les gouvernements et le secteur privé à coopérer en vue de cerner cet important marché et d'orienter son évolution.

La Commission Européenne a ainsi publié un [Livre Vert sur la révision de l'acquis communautaire](#) en matière de protection des consommateurs. L'objectif recherché est de renforcer « la confiance des consommateurs dans le marché intérieur (...) par la garantie d'un haut niveau de protection dans toute l'Union européenne ». Selon le Livre Vert, « les consommateurs devraient pouvoir tabler sur l'équivalence des droits et recourir à des solutions analogues en cas de problème ». Dans cette optique, [le programme CONSENT](#) est le plus important investissement de l'UE pour la recherche de solutions de nature à protéger le sentiment de vie privée et les consentements (interindividuels) indispensables pour établir cette confiance sans laquelle aucune affaire n'est, sinon possible, au moins durable entre les utilisateurs. Il vise à mesurer comment le comportement des consommateurs et les pratiques commerciales modifient le rôle du consentement dans le traitement des données personnelles.

Il y a en effet de quoi être un peu effaré par l'usage qui est fait des informations que nous abandonnons ça et là, au gré de nos visites sur Internet. [La CNIL a par exemple fait condamner un collecteur de données personnelles](#), qui « aspirait » des données personnelles sur le Web à travers des petites annonces immobilières et revendait les fichiers de personnes à des agences immobilières. [Les chercheurs de l'université de Carnegie Mellon ont porté la reconnaissance faciale à un nouveau degré](#) en identifiant en moins d'une minute, à partir [d'une application pour smartphone](#) qu'ils ont créée à cet effet, un visage à travers l'utilisation des données publiques en ligne : le trombinoscope de l'université ou les photos Facebook taggées avec des personnes. Fini les après-midi au centre commercial au lieu du bureau ! [La moitié des étudiants du Royaume-Uni](#) paniquent aujourd'hui en se rendant compte que les données qu'ils ont eux-mêmes postées sur Facebook vont se retourner contre eux dans leur recherche d'emploi.

22 avenue de l'Europe 67300 Schiltigheim
tél : +33 (0)3 88 37 26 00 / fax : +33 (0)3 88 37 26 01
contact@iconoval.fr / www.iconoval.fr

Par ailleurs, la suspicion devient de mise chez les utilisateurs au sujet des publicités personnalisées. Au-delà de les trouver gênantes et peu pertinentes, ils se demandent [si on ne collecte pas de données à leur insu pour la gestion et le traitement de ces publicités](#). Les sociétés Visa et MasterCard disposent d'une telle quantité d'informations sur leurs clients [qu'elles ne devraient pas tarder à les exploiter](#), notamment dans ces publicités ciblées. Il est évident que pour l'utilisateur *lambda*, il est complexe de bloquer ce type d'opérations et même de les imaginer. [Les outils d'anti-tracking et autres anti-spams sont trop complexes pour être vraiment efficaces](#).

Il devient urgent de reprendre le contrôle sur ses propres données. Des bloggeurs ou des utilisateurs intervenant sur des forums [proposent des méthodes et des outils pour supprimer ses données des bases où l'on ne veut plus qu'elles figurent](#). Il existe un [Front de Libération des Données \(Data Liberation Front\)](#) chez Google (!) qui facilite la gestion (en entrée, en sortie et en contenu) des données personnelles dans les produits Google. Des outils permettent de gérer de la même façon ses données pour la majorité des réseaux sociaux, journaux, blogs etc. ([MoveMyData](#), [Identify My Data](#), [Give Me My Data](#)). Ces outils deviennent indispensables en particulier en raison des usages débridés que les réseaux sociaux font des données de leurs membres, à commencer par Facebook.

La moitié des 85 % d'internautes français qui utilisent les réseaux sociaux [s'en méfient, mais les utilisent quand même](#). La plupart ont peur pour leur vie privée : 48 % des internautes, membres ou non, ont peur que des inconnus accèdent à leur « vie privée » grâce aux réseaux sociaux. La deuxième plus grande crainte (à 41 %) est celle de la conservation des données personnelles sans limite de temps et 34 % craignent l'utilisation de ces données à des fins commerciales. Difficile, pour les réseaux sociaux, de rassurer les internautes car 38 % déclarent que rien ne pourrait leur donner confiance. Les internautes ont raison d'être méfiants car [Facebook n'a jamais voulu faire de geste en faveur du droit à l'oubli](#) de ces derniers.

Les fans de Facebook sont définitivement trop naïfs. Plus que des failles de sécurité, les [principaux responsables seraient les utilisateurs eux-mêmes](#). Lors d'une expérience avec des robots internautes, 8 570 demandes d'amis (virtuels et donc fallacieux) ont été envoyées. Sur celles-ci, 3 055 (plus du tiers !) ont été acceptées alors même que l'identité revêtue par le robot leur était inconnue. Adresse e-mail, adresse postale, numéro de téléphone, date de naissance (très utile pour pirater des mots de passe), identité du conjoint ou nom de l'école primaire (utilisées comme question de sécurité) étaient à la merci du robot. Par ailleurs, [les découvertes d'un étudiant autrichien sont effarantes](#). Au mois de juillet, il a réussi à se procurer l'ensemble des données le concernant dont Facebook dispose. En épluchant les 1 222 pages et quelques centaines de méga-octets (!) de son dossier, il a constaté que le réseau social avait soigneusement archivé toutes les informations qu'il croyait avoir supprimées depuis belle lurette. Anciens pseudonymes, messages privés, demandes d'amis refusées... Il soupçonne même l'existence de fiches sur les internautes non inscrits à Facebook (*je confirme de mon côté que LinkedIn créé des profils -non vides- d'internautes qui n'ont jamais mis les pieds sur ce site, NDA*). Ainsi, le bouton « Supprimer » de Facebook n'a qu'une fonction cosmétique : il permet de masquer le message aux yeux de l'internaute, mais reste sur les serveurs de Facebook avec la mention « *statut : effacé* ». L'outil « Rechercher des amis » fournit semble-t-il au réseau de nouvelles coordonnées, à l'insu de son utilisateur. Une de vos connaissances peut ainsi enrichir votre profil sans en avoir conscience (*c'est probablement par un système similaire que LinkedIn créé de nouveaux profils comme indiqué ci-dessus, NDA*). Max Schrems, l'étudiant en question, a décidé de saisir les autorités compétentes en Irlande, où Facebook a son siège européen, pour demander une enquête approfondie.

Cet étudiant qui a soulevé de nombreux lièvres n'est plus seul à s'intéresser aux bizarreries de Facebook vis-à-vis de ses membres. [Les autorités allemandes ont lancé de leur côté un ultimatum à Facebook](#). Elles lui reprochent de stocker des données biométriques, à travers l'application de reconnaissance faciale, sans l'accord préalable des membres concernés. D'autre part, la parlementaire européenne [Françoise Castrex estime que le réseau social ne respecte pas le droit communautaire](#). La Commission européenne, saisie le 10 novembre, doit lui adresser une réponse dans un délai de trois semaines sur ce point. [Les sanctions se font effectivement attendre](#). Et finalement, [le gouvernement américain a demandé au site de mettre en place une série de mesures pour protéger la vie privée de ses membres](#) et de se soumettre à des audits durant vingt ans. Facebook fait le dos rond : le réseau social est sur le point de conclure un accord avec la Commission fédérale du commerce, la FTC, pour encadrer ses pratiques en matière de confidentialité. Au terme de cet accord, Facebook s'engagera à ne plus opérer le moindre « changement rétroactif » sur les réglages de confidentialité de ses membres, sans avoir reçu leur autorisation, [ce qui devrait lui éviter des poursuites aux États-Unis](#).

« Les technologies de communication et des réseaux offrent les possibilités d'un nouveau monde de libertés. Mais elles permettent aussi la surveillance et le contrôle, dont les dictatures du passé ne pouvaient rêver. L'issue de cette tension entre ces deux possibilités se joue maintenant », nous dit [Richard Stallman, programmeur et militant du logiciel libre, à l'origine du projet GNU](#) et de la licence publique générale GNU connue aussi sous l'acronyme GPL. Si les eurodéputés n'ont pas encore réussi à se prononcer sur ce sujet, le Contrôleur Européen à la Protection des Données (CEPD) explique déjà (octobre 2011) que [les restrictions d'accès à Internet menacent inévitablement la vie privée](#). Il souligne que les utilisateurs doivent donner un consentement explicite à la surveillance et à la restriction de leurs communications. Le Parlement doit exiger que des mesures législatives concrètes soient prises afin de protéger la vie privée des citoyens européens et la liberté d'expression.

Mais en fait [est-ce que Big Brother ce ne serait pas nous ?](#), se demande Cyrille Frank, co-fondateur de [Quoi.info](#), à propos de la télévision connectée (voir la [lettre n° 7](#), « Par et pour tous »). Selon lui, la pression sociale est aujourd'hui déjà forte pour nous pousser vers ces merveilleux réseaux tellement *fun* et intelligents que sont Facebook ou Twitter. Ce sera pire encore avec la télévision connectée, offrant la connexion aux autres par une simple télécommande. Nous sommes déjà les scrutateurs permanents de nos voisins. Nous regardons en douce les pages Facebook de nos amis. Nous savons via leurs statuts ce qu'ils mangent et ce qu'ils font au moment où ils le font. Serons-nous condamnés à être sans cesse reliés à nos amis ?

Enfin, n'oublions pas l'action des États dans ce rôle de Big Brother (ou Browser). [La France est qualifiée de championne du monde de la surveillance du Net](#) : un rapport de Google montre que l'Hexagone est en tête des demandes d'informations sur ses internautes. [Les écoutes informatiques sont d'ailleurs désormais légalement possibles](#) en France. Quant aux États-Unis, [la CIA s'y sert de Facebook et Twitter](#) pour des analyses d'opinion au niveau mondial.

Dans une démarche totalement opposée puisqu'il prône l'ouverture des données au profit de tous, *l'open data* est en plein boum. Le blogueur et spécialiste canadien du domaine [David Eaves](#) (qui est aussi conseiller aux entreprises et aux gouvernements) a fait [un état des lieux en octobre](#). Pour lui, 2011 est l'année de la véritable explosion des portails *open data* à travers le monde. À ce jour, [plus de 50 catalogues de données gouvernementales](#) sont recensés, et d'autres devraient suivre. Le plus notable de ces catalogues est sans doute l'[Open Data kényan](#), qui démontre à quel point le mouvement de *l'open data* a évolué.

Le nombre d'entreprises et d'organisations tentant de pousser leurs utilisateurs vers les données ouvertes est croissant. [ScraperWiki](#), [DataHub](#), [BuzzData](#), [Socrata](#), [Visual.ly](#) font partie de ces ressources qui sont apparues dans l'univers des données ouvertes. Le genre de projets de recherche qui émergent -de la traque des éruptions volcaniques en Islande à l'arrivée des hackers et de leurs œuvres, ou les travaux qui conduisent à démontrer que l'*open data* pourrait générer des économies de 8,5 millions de livres (près de 10 millions d'euros) par an [aux institutions de la région de Manchester](#)- sont profondément encourageants. L'*open data* permet d'imaginer un avenir différent, plus ouvert, plus efficace et plus avenant. On assiste par exemple à [une explosion](#) d'applications de transports urbains dans le monde, grâce au format standardisé, et largement utilisé, de données de gouvernance ouverte qui concerne ce secteur.

Dans son discours prononcé à [l'Open Data Camp 2011 de Varsovie](#), il énonce une forme de manifeste en disant que nous saurons que [les partisans et acteurs de l'Open Data sont] en train de progresser lorsque des entreprises -grandes et petites, tout autant que des associations sans but lucratif, commenceront à comprendre combien les données de gouvernance ouverte peuvent rendre le monde meilleur.

De nombreuses villes se tournent ainsi vers les promesses de l'*open data*, en libérant les données des services à leur charge. Cette libération permettra ensuite à des *start-up*, des *hackers* ou de simples citoyens de créer de nouveaux services qui rendent la ville plus transparente, plus accessible et au final plus intelligente. Les citoyens sont progressivement en train de passer de l'état de simple exploitant à celui de [collecteur de leurs propres données](#). Il peut s'agir de données plus ou moins consciemment fournies par l'utilisateur d'un service (type Foursquare ou Twitter). [La carte](#) en reste une des visualisations les plus évidentes. Il peut également s'agir d'un acte d'information conscient et citoyen. Par exemple, après Fukushima, [le projet Safecast a eu pour objectif de développer un réseau de collecte des niveaux de radiations au Japon](#). C'est le sentiment de manque d'information qui en est à l'origine, créé par un habitant de la côte ouest des États-Unis soucieux de l'arrivée du nuage radioactif. Les fondateurs souhaitent désormais collecter des données liées au climat, aux vents, aux précipitations.

Durable / rentable : gagner de l'argent tout en étant utile à la collectivité

Et si en limitant mes impressions de documents, je pouvais offrir un repas à un SDF, planter un arbre ou vacciner un enfant ? C'est l'idée qui a guidé Tim Lovelock et François Bracq à donner naissance à une solution web collaborative simple et efficace, à disposition des entreprises : [Giving Corner](#). Il s'agit d'une *start-up* prometteuse qui réconcilie le monde économique avec une vision plus solidaire et plus humaine. Le moyen ? Une plateforme web collaborative, grâce à laquelle certaines actions internes à l'entreprise sont récompensées par des actions caritatives concrètes. L'idée est simple : ces actions internes réalisées par l'employé (baisser sa consommation, atteindre ses objectifs...) sont récompensées en points qu'il choisit d'affecter à des projets caritatifs concrets comme offrir un repas, planter un arbre... [L'entreprise permet ainsi à ses salariés de choisir les projets qu'elle financera](#). Trois gagnants : l'entreprise, en motivant et rassemblant ses employés autour de sa démarche sociétale tout en améliorant sa performance ; les employés, qui gagnent en reconnaissance dans leurs actions quotidiennes et peuvent agir concrètement ; enfin les ONG, qui disposent d'un nouveau canal de collecte. Chaque entreprise choisit ses indicateurs et pilote ses leviers de motivation. Premier client : Bain & Company. Les retours d'expérience sont extrêmement positifs : les employés adhèrent, s'engagent et apprécient particulièrement d'être impliqués dans la démarche de responsabilité sociétale de leur entreprise.

Si l'on interconnecte l'ensemble des outils électroniques d'un lieu, cela permet de mieux coordonner les dépenses énergétiques. Ce système peut désormais s'appliquer à l'échelle d'une ville. [Des chercheurs de l'université de Vienne en Autriche proposent en effet d'adopter une gestion intelligente des bâtiments](#), qui pourrait s'étendre aux villes toutes entières. Le principe est simple : il s'agit de mettre en relation tous les outils électroniques d'un endroit donné, en confiant leur gestion à un serveur centralisant l'ensemble des données collectées, et en agissant en fonction de ces dernières. On gagne à la fois en réactivité et en efficacité énergétique.

Concrètement, en reliant par exemple l'ensemble des défibrillateurs mis à disposition des piétons à ce réseau central, il devient possible de programmer l'envoi d'une ambulance dès lors que l'utilisation d'un défibrillateur est détectée. De même, en analysant le nombre de personnes présentes dans un bus ou dans un métro, le système est capable d'adapter automatiquement l'émission d'air conditionné.

[Les outils de recherche sur Internet génèrent des profits bien plus conséquents que ce que l'on pourrait penser de prime abord](#), qui vont au-delà des revenus de leurs gestionnaires, de leurs utilisateurs ou des e-commerçants. C'est la conclusion à laquelle est parvenu l'institut McKinsey. Une importante part de ces profits vient d'une sorte de bénéfice parallèle qu'obtient l'initiateur du processus (apprentissage, acquisition de connaissance, etc.). Les chercheurs estiment ainsi que chaque recherche lancée par un employé engendre un bénéfice indirect de 0,50 dollars (0,37 euros) pour l'entreprise de ce dernier. Dans le domaine éducatif, le gain de temps et la résolution de problèmes permise par la fonction « recherche » constituent ainsi les facteurs clés de progression des bénéficiaires.

Mieux, et c'est là que l'on y rejoint le durable, l'Internet serait un moyen de réduire la consommation mondiale d'énergie. Contrairement à ce que l'on croit, la mise en place et [le fonctionnement du réseau Internet mondial requiert relativement peu d'énergie](#). La construction, l'entretien des infrastructures et le fonctionnement permanent du réseau ne représentent qu'entre 1 et 2 % du besoin global de la planète en énergie, qui est de 16 térawatts. De la sorte, pour organiser un colloque ou une réunion internationale, les chercheurs de [l'institut USCI](#) et de l'université de Berkeley recommandent le recours massif à la vidéoconférence. D'après leurs calculs, une telle solution consommerait 100 fois moins d'énergie qu'une table ronde où chacun des participants aurait fait le déplacement depuis son lieu d'origine.

Mais tout le monde ne s'accorde pas sur ces résultats. Alex Wissner-Gross, docteur en physique de l'Université de Harvard, estime que [le coût énergétique d'une recherche sur Google](#) correspondrait à la libération dans l'atmosphère de 7 grammes de dioxyde de carbone. Ce que réfute vivement le géant de la recherche Internet. Le chercheur tient autant compte de l'énergie consommée par l'ordinateur du client que des serveurs des centres de données de Google et des infrastructures des réseaux. Pour Google, chaque recherche ne produirait qu'une émission de 0,2 gramme de dioxyde de carbone, c'est-à-dire 35 fois moins que le chiffre de 7 grammes du chercheur. La polémique n'est pas résolue et il n'est pas simple de démêler le vrai du faux.

Il est en fait très difficile de calculer l'énergie utilisée par un consommateur sur des équipements partagés par des milliers de personnes, selon le créateur même [du site Dotgreen](#), lequel avance qu'une recherche sur Internet consomme autant qu'une heure d'ampoule économique (on parle aussi parfois de deux recherches qui équivalent à une bouilloire électrique portée à ébullition). [Un personnage \(virtuel\) du jeu Second Life consommerait autant que quarante \(vrais\) Éthiopiens](#).

Si au lieu de posséder un objet, on loue son service, où que l'on soit, à n'importe quelle heure, l'idée paraît géniale, pratique, économique et écologique. Et elle est « vendue » sur ces critères. Mais le nuage informatique (le célèbre *cloud*) coûte un sacré tas d'électrons à nos sociétés. [Selon Greenpeace](#), le centre Apple iData de Caroline du Nord consomme l'équivalent de 80 000 foyers américains. Une électricité produite en majorité dans des usines à charbon (voir aussi « Val d'Europe » dans [la lettre n° 7](#)).

Il est tout simplement nécessaire de calculer les dépenses énergétiques globalement, tout le long du cycle de vie du produit, [« du berceau à la tombe »](#). En fait, en ne laissant pas tourner les ordinateurs de bureau 70 heures par semaine (c'est la moyenne...); en ne sur-éclairant plus les façades, les rues, les pommes à l'étal du supermarché; en n'équipant pas de chauffage électrique les logements neufs (80 % des cas); en bannissant les publicités vidéo dans le RER et le métro; en ne laissant pas sa télé en veille..., on pourrait changer radicalement la donne. C'est le discours de [négaWatt](#) dans son [scénario 2011](#).

Un [rapport](#), remis par l'économiste Christian de Perthuis au ministère de l'écologie en octobre 2011, dérange et soulève la question de nos ambitions vis-à-vis des gaz à effet de serre. Il préconise ni plus ni moins que de [réduire nos émissions de 30 % en vue de favoriser l'emploi](#). C'est, parmi les trois hypothèses qu'il étudie, l'option qui s'avère de loin la plus profitable dans tous les secteurs: du côté de l'environnement, elle permet de limiter le cumul des émissions de CO₂ (-8 % en 2050); pour la santé, c'est [3,5 milliards d'euros d'économisés](#) chaque année au niveau européen; et en ce qui concerne l'économie, elle contribuerait à créer 125 000 emplois en 2020, à accroître la croissance sur le long terme et à permettre à la France de se positionner sur le secteur concurrentiel des *green tech*. Au contraire, le *statu quo* aboutirait à la création de 38 000 emplois seulement d'ici 2020, ainsi qu'à la perte d'un point de croissance par an jusqu'à 2020. La Grande-Bretagne, l'Espagne, la Suède ou le Danemark se sont déjà prononcés pour une réduction de 30 % des rejets. L'Allemagne s'est de son côté fixé -40 %. Le rapport semble un peu enterré en France car il favorise avant tout les PME, au détriment des grands groupes du CAC 40.

Laissons peut-être aux piétons le soin de rendre de l'énergie au système, en marchant sur les trottoirs, comme à [Toulouse où un trottoir producteur d'énergie](#) est couplé à un lampadaire de rue. Que cela permette de prévenir l'obésité, cela se discute car l'énergie nécessaire à cet effort supplémentaire, même faible, ne tombe pas du ciel, mais est bien fournie par le piéton en sus de celle nécessaire à effectuer sa marche. Mais les 50 à 60 watts produits en continu par ce segment de trottoir dès qu'il est emprunté permettent surtout de faire fonctionner l'éclairage qui le surplombe. Il transforme l'énergie mécanique des piétons en énergie électrique par un système basé sur la piézoélectricité (transformation de l'énergie mécanique en énergie électrique). Il a été installé par l'entreprise néerlandaise van der Braak, célèbre pour ses pistes de danse [Sustainable Dance Floor](#), qui exploitent le même principe pour [alimenter l'environnement de la piste \(éclairages, écrans...\) en énergie](#).

Des systèmes similaires permettent toutes sortes d'autres applications où l'énergie mécanique est récupérée: [Innowattech](#), [Arveni](#), [Pavegen](#) et [d'autres encore](#). Attention toutefois: l'utilisateur d'un tel système ne fait que rendre de l'énergie qu'il récupère d'une autre source. Ainsi, une voiture passant sur une route piézo-électrique de chez Innowattech par exemple, fournira de l'énergie qu'elle aura puisé dans son... carburant. Car pour appuyer sur les déclencheurs, elle déploie un peu plus d'énergie que pour rouler sur une route « simple », tout comme notre piéton toulousain sur son trottoir, et consomme donc un peu plus. Les lois de la physique sont ainsi faites que [« rien ne se perd, rien ne se crée »](#). Pas de miracle donc: si l'énergie d'origine n'est pas verte, celle que l'on récupère ne l'est pas non plus... Ce qui génère d'ailleurs un vaste débat autour du [véhicule électrique](#) et de l'origine de l'électricité qu'il consomme.

Slow / fast : gagner dans la lenteur et la frugalité

« Rejoindre Labastide d'Armagnac n'est pas à la portée du visiteur pressé. C'est une récompense destinée uniquement à ceux qui acceptent de s'extraire du trafic intense et houleux des principaux axes autoroutiers qui traversent l'Aquitaine et de s'engager, à vitesse réduite, sans précipitation, le long des routes ombragées et verdoyantes qui parcourent la campagne et la forêt des Landes. » C'est par ces mots au caractère bucolique que [le site Cittaslow parle de la seconde ville française certifiée](#), après Segonzac, dont nous avons parlé dans la [lettre n° 7](#). Tout est dit du caractère *slow* dans ces quelques mots. En France, nous n'avons que ces deux villes qui soient certifiées. Par contre, on en compte 69 en Italie, d'où est originaire le mouvement, né en 1999. Il y en a neuf en Allemagne, six en Espagne, Royaume-Uni et Pologne, cinq en Turquie et Portugal, quatre en Belgique et trois en Autriche, Pays-Bas et Norvège. Dans le monde, elles sont 147 au total, réparties dans 24 pays (juin 2011).

[Adhérer à Cittaslow](#), c'est mettre en avant le bien-vivre. Le principe de base du *cittaslow*, c'est élargir la notion du *slow food* à la vie des cités et à leur gouvernance et appliquer les concepts de l'éco-gastronomie dans la vie de tous les jours. Les villes qui adhèrent à ce mouvement sont animées par des individus avides du temps retrouvé, où l'homme est encore protagoniste du cycle des saisons ; respectueuses de la santé des citoyens, de la qualité originelle des produits et de la bonne cuisine ; riches des traditions de l'artisanat, des œuvres d'art, des places, théâtres, boutiques, cafés, restaurants, lieu de cultes et paysages conservés ; caractérisées par la spontanéité des rites religieux, le respect des traditions et le bien-vivre.

[La certification](#) délivre une sorte de label de plus d'humanité, d'écologiquement correct et d'une implication forte dans le respect des générations futures et du monde global interconnecté. Cette certification n'est obtenue qu'après une analyse approfondie de 59 points détaillés dans six catégories : politique environnementale, qualité des technologies du réseau urbain, hospitalité, politique des infrastructures, développement de la production locale, implication des habitants.

[Pour Labastide d'Armagnac](#), des opportunités et des implications en découlent pour les opérateurs économiques, les associations et les habitants. Les producteurs d'Armagnac et de produits du terroir pourront avoir accès à des manifestations et foires gastronomiques grâce à cette adhésion. Des acteurs économiques du village ont ainsi fait part de leur intérêt pour participer à deux foires internationales sur le thème du goût et de la table. La municipalité souhaite être présente dans les nombreuses manifestations qui seront organisées et proposées à plus longue échéance.

À Segonzac, les [avancées apparaissent cependant aujourd'hui limitées](#). Le bourg lutte pour que vienne s'installer un boucher et semble compter sur le label pour y arriver. Seuls les journalistes s'y précipitent, en agaçant un peu les habitants par leurs mauvaises blagues sur les escargots (symbole du *cittaslow* mais aussi des Charentais, pour leur lenteur proverbiale). Segonzac a cependant réussi à faire parler d'elle et notamment en termes de recherche d'une meilleure qualité de vie. La ville a fait l'objet de nombreux reportages et articles de presse. Des pistes cyclables devraient être créées. Une boutique associative vend les produits d'une vingtaine de producteurs locaux, essentiellement viticoles. Autre atout : l'aménagement d'une zone piétonne qui permet d'éviter les routes passagères et redynamise une partie de la ville. On note qu'il y a plus de touristes, et des commerçants devraient s'installer.

[Silly, la première cittaslow de Belgique](#), a fait le point en juin 2011 sur les aspects concrets de la certification : de plus en plus de personnes connaissent ses producteurs, un « parcours des saveurs » annuel connaît un franc succès, ainsi qu'un marché fermier et une « foire aux artisans » ; des produits locaux ont trouvé place dans les rayons d'un supermarché et des plats *slow food* sont inscrits à la carte des cafés, brasseries et restaurants.

[Selon le Times](#), dans la ville de Yaxi en Chine (seule certifiée de ce pays), le label a permis de développer le tourisme et de faire ainsi venir de l'argent, même si cela a été long à démarrer. Toutefois, l'accroissement du nombre de touristes représente un danger, car la foule est incompatible avec le principe *cittaslow*. On peut se faire rayer de la liste lors du renouvellement de la certification, tous les trois ans.

D'autres actions concrètes sont notables comme à [Pijao, en Colombie](#), première ville d'Amérique latine ayant obtenu le label *cittaslow* (en 2010). Loin des circuits touristiques, cette ville de 10 000 habitants a mené une réflexion sur le rapport au temps et la qualité de la vie, et a mis en place des actions concrètes pour valoriser le patrimoine culturel et naturel et la production locale, notamment dans le commerce équitable avec [Terra Madre](#) pour le café, la canne à sucre et ses dérivés et les fruits.

À Greve in Chianti (ville fondatrice du *cittaslow*), les actions concrètes ont lieu au niveau de la gestion des déchets et de leur tri sélectif, du traitement des eaux usées et d'un marché de produits biologiques. À Orvieto (autre ville fondatrice), les voitures ont été définitivement écartées du centre de ce vieux bourg médiéval et remplacées par des transports alternatifs. Les restaurants privilégient les circuits courts, les marchés locaux et les produits de saison. Enfin, pour toutes les villes *cittaslow*, le partage d'expériences à travers un réseau international est une source très substantielle de richesse et d'échanges de bonnes pratiques.

Le concept de lenteur urbaine apparaît donc très éloigné du passéisme auquel il peut parfois être assimilé. Il implique au contraire une vision dynamique du futur. Les villes lentes préfèrent densifier plutôt que de s'étendre de façon tentaculaire en mettant l'accent sur leurs atouts culturels, économiques, artisanaux et environnementaux.

Le concept est tout-à-fait compatible avec celui d'[agriturismo](#), concept italien labellisé de vacances dans des gîtes chez les agriculteurs, né en 1965, qui n'a pas vraiment d'équivalent en France (on peut au mieux le rapprocher des « [Gîtes de France](#) » dans leur version « à la ferme »). C'est une forme de vacances chez l'habitant, dans une exploitation agricole, en pleine nature et au grand air, dans un environnement riche de culture, de traditions authentiques et de produits agro-alimentaires de qualité. Un concept de ce type pourrait parfaitement avoir sa place en Franche-Comté.

Si le concept *cittaslow* semble avoir des atouts pour les villes adhérentes, [un rapport réalisé par des stagiaires de l'ENA](#) en juin 2011 analyse de son côté les difficultés que pourrait rencontrer la transition du concept de *cittaslow* en France. Elles sont diverses. Ainsi, face au recours aux produits locaux, le lobbying de la grande distribution pourrait être un frein, bien que certaines grandes surfaces proposent désormais des actions de valorisation de la production locale. L'organisation administrative française, qui repose sur une forte action étatique en matière de développement durable, pourrait être inadaptée à l'implantation du concept. Différentes actions comme l'urbanisme, les transports ou le traitement des eaux usées et des déchets sont essentiellement gérées par les syndicats intercommunaux. Or, le label Cittaslow ne peut être décerné actuellement qu'à une commune. Toute adhésion des syndicats intercommunaux en France semble donc impossible, sauf à ce que l'ensemble des communes du syndicat se mettent d'accord pour adhérer chacune, individuellement, au mouvement.

D'autre part, la charte ne s'applique qu'aux villes de moins de 50 000 habitants. Il existe néanmoins en France [le concept d'ÉcoQuartiers](#), une démarche similaire adaptée aux grandes villes. La ville de Strasbourg, citée par exemple dans le rapport des futurs énarques, est l'illustration d'une politique municipale volontariste en matière de développement durable. Elle a [deux ÉcoQuartiers en cours de construction](#) (et quatre autres dans sa communauté urbaine), participe au projet transfrontalier [ÉcoCités](#) et a mis en œuvre [une politique locale cohérente](#) en la matière.

La frugalité

Pour Sam Pitroda, conseiller du premier ministre indien en matière d'infrastructure publique de l'information et de l'innovation, [l'essentiel est d'avoir des innovations frugales, peu coûteuses, agiles](#). Il veut introduire l'innovation dans tous les aspects de la vie : famille, école, santé, etc. Pour lui, les problèmes des populations pauvres ne reçoivent pas l'attention qu'ils méritent. La technologie doit se tourner vers les plus démunis, pas seulement dans un but caritatif ou romantique, mais parce que l'outil web est l'outil qui permet de les atteindre et qui va permettre de créer les emplois et services de demain. Endiguer la pauvreté via les nouvelles technologies, voilà le défi que se lance l'Inde pour le XXI^e siècle. C'est l'innovation frugale qui permettra de donner au pays la plus grande ambition de non-exclusion sociale. [L'innovation frugale c'est une autre façon de voir l'innovation](#), où on agit différemment pour produire des résultats « très attendus » mais que l'on ne peut pas obtenir par les « pratiques industrielles habituelles ». Les innovations frugales nourrissent les manques en matière d'éducation, de santé et de nombreux services publics. L'innovation frugale permet de réaliser des produits et des services à des coûts peu élevés et accessibles financièrement aux personnes à faibles revenus. Elles sont frugales aussi au niveau des ressources nécessaires pour les produire. Sam Pitroda a proposé au gouvernement indien de créer une agence centrale pour assurer l'avènement de cette innovation frugale au service de l'intégration sociale et des plus pauvres. Les petites *start-up* y manquent en effet cruellement de possibilités d'investissement.

[L'Union internationale des télécommunications \(UIT\)](#), qui dépend de l'ONU, a abordé une thématique similaire lors de sa Journée mondiale 2011 des télécommunications et de la société de l'information. Les technologies de l'information et de la communication (TIC) semblent en effet particulièrement adaptées pour tisser des liens entre les populations isolées, mais avec un seul gros défaut : elles coûtent cher. Le succès précoce de la téléphonie mobile dans les pays en développement, alors que les infrastructures de la téléphonie filaire restent déficientes, en est une preuve dont nous avons déjà parlé dans [les lettres n° 2, 3 et 7](#). L'UIT estime donc que, si les grandes cités sont d'efficaces zones d'échanges, les zones rurales auraient encore plus besoin de tels liens. Santé, éducation, activité économique... dans tous ces domaines, lutter contre l'isolement marque un progrès. Les TIC offrent davantage de possibilités de gagner sa vie et de lutter contre la pauvreté, la faim, la maladie et l'analphabétisme.

La moitié de la population mondiale vit dans des régions rurales et dans des communautés éloignées. Ces trois milliards de personnes représentent la catégorie d'habitants les plus pauvres, les moins éduqués et les plus défavorisés par rapport aux citadins ; 70 % des 1,4 milliard d'habitants de pays en développement considérés comme extrêmement pauvres vivent en zone rurale. Ils sont aussi ceux qui ont le moins accès aux TIC et à leurs avantages. Les TIC et les applications en ligne associées sont des outils déterminants pour l'amélioration de la gouvernance et des services en zone rurale. Elles permettent, par exemple, d'assurer des soins de santé communautaires et de donner accès à l'eau potable et à l'assainissement, à l'éducation, à l'alimentation et au logement, d'améliorer la santé maternelle et de réduire la mortalité infantile, de donner davantage d'autonomie aux femmes et aux membres les plus vulnérables de la société, et enfin, d'assurer la durabilité de l'environnement. L'initiative de l'UIT « [Tirer parti des connexion haut débit](#) » vise à renforcer le déploiement de cette technologie de pointe dans ce but.

En Afrique par exemple, on met le cap sur « [l'âge de l'internet nomade](#) ». En 2015, un cinquième du trafic de l'internet du continent sera porté par des cellulaires, alors qu'il ne sera que de 3 % globalement dans le monde. Selon une étude d'Informa Telecoms & Media (ITM), il y aura 250 millions de téléphones portables en Afrique pour 15 millions de fixes seulement. Pour ITM, c'est le déploiement de la téléphonie mobile et du haut débit qui a le plus fort impact sur la croissance économique de ce continent.

Jean Haëntjens est un aute chantre du frugal qui sévit, lui, dans le secteur de l'urbanisme et de [la « ville frugale »](#). Depuis cinquante ans, la ville s'est fragmentée avec des espaces sans aucun lien entre eux. Après un demi-siècle de développement urbain dominé par l'automobile, l'énergie bon marché, le zonage, la privatisation des espaces et l'étalement, Jean Haëntjens estime que nous sommes mis en demeure d'inventer autre chose. Le choix de la solution optimale dépend en partie du contexte. Cette ouverture des possibles s'applique particulièrement aux villes. Et c'est cette démarche de « ville frugale » que Jean Haëntjens propose. Elle prône un autre « mode de ville » à la fois plus économe, plus convivial et plus écologique.

Certaines villes sont déjà dans ce mode, comme Seattle, Fribourg-en-Brigau, Paris, Anvers, Saint Nazaire, Zurich ou Turin. Elles ne se sont pas contentées de réglementer ou d'investir : elles ont su créer un désir collectif en s'appuyant sur les attentes de simplicité, de sociabilité et de nature partagées par une partie de leur population. Elles ont multiplié les innovations dans les champs de l'habitat, de la mobilité, de l'espace public, de l'économie, de la culture, de l'éducation et de l'environnement. Elles ont progressé simultanément sur les plans de la technique, de la composition urbaine, de la réglementation, de la tarification, et de la gouvernance. Et leur principal défi a été d'agir en cohérence sur ces multiples leviers, par des combinaisons nouvelles ; car la ville frugale impose une incontestable rigueur dans la recherche des solutions.

Jean Haëntjens propose donc avec la ville frugale [une nouvelle théorie urbaine](#), « qui se fixerait comme priorité d'offrir plus de satisfactions à ses habitants en consommant moins de ressources », afin de réduire la dépendance énergétique et financière des citoyens. La frugalité exprime plus une attitude existentielle (tirer plus de satisfaction avec moins de ressources) et une méthode (fondée sur la stimulation des désirs et plaisirs urbains) qu'un niveau de performance mesurable. La ville frugale recherche un principe d'équilibre : des arbitrages entre le dense et l'étendu, le dilaté et l'intime, l'acquis et ce qu'il reste à réaliser, le négociable et ce qui ne l'est pas. Certains écoquartiers sont déjà des modèles de frugalité. De même, le programme Écocité est un cadre méthodologique au sein duquel sont en train de s'inventer les villes frugales de demain.

Des villes comme Barcelone, Bilbao, Copenhague, Hambourg, Lyon, Nantes ou Vancouver, sont en train d'inventer le XXI^e siècle. Elles ont toutes utilisé l'espace public pour réconcilier leurs principales fonctions. On y travaille, on y vit, on y circule autrement. Regardées et imitées par les autres, elles sont aussi des lieux à forte attractivité. Pour Jean Haëntjens, la clé du succès d'un espace public, c'est son détournement par les gens.

Autres sources que celles citées dans le texte, pour aller plus loin :

Individuel / collectif :

- <http://influx.joueb.com/news/comment-gerer-son-e-reputation-personnelle>
- <http://www.blogdumoderateur.com/index.php/post/Identit%C3%A9-num%C3%A9rique%2C-entre-libert%C3%A9-d-expression-et-vie-priv%C3%A9-%3A-interview-de-Jean-Marc-Manach>
- <http://www.atelier.net/fr/blog/fraude-sites-de-rencontres>
- <http://www.01net.com/editorial/546274/l-and-039-ue-va-se-prononcer-sur-la-conformite-de-facebook/>
- <http://blogs.wsj.com/digits/2011/09/29/europeans-to-facebook-wheres-my-data/>
- <http://www.readwriteweb.com/archives/give-me-my-data-refills-blanked-facebook-profiles.php>
- <http://www.telerama.fr/techno/twitter-quand-les-masques-tombent,69403.php>
- <http://www.atelier.net/fr/blog/monnaie-virtuelle-rime-criminelle>
- http://www.futura-sciences.com/fr/doc/t/informatique-2/d/comprendre-facebook_1360/c3/221/p1/
- <http://www.lefigaro.fr/tauxetdevises/2011/09/27/04004-20110927ARTFIG00635-des-monnaies-locales-defient-l-euro-et-le-dollar.php>
- <http://www.internetactu.net/2011/10/07/de-la-monnaie-a-la-valeur-et-de-leconomie-au-sacre/print/>
- <http://www.lefigaro.fr/mon-figaro/2011/10/19/10001-20111019ARTFIG00654-il-invente-le-site-qui-sait-tout-de-vous.php>
- <http://reflets.info/la-surveillance-numerique-une-arme-de-guerre-presque-assumee/>
- http://www.lepoint.fr/high-tech-internet/decisions-de-justice-numerisees-tous-anonymes-sur-la-toile-01-11-2011-1391399_47.php
- <http://distributedmarketing.org/2011/11/02/court-linkedin-contacts-are-employers/>
- <http://www.dna.fr/fr/AFP/article.html?id=CNG.b9624906d467d0512e302b6edac49633.4a1&cat=Hightech>
- <http://fold.it/portal/>
- http://www.theoscarproject.org/index.php?option=com_content&task=view&id=6&Itemid=18
- <http://www.theoscarproject.org/>
- <http://www.mysociety.org/projects/fixmystreet/>
- <http://www.fixmystreet.com/>
- <http://blogs.lesechos.fr/intelligence-economique/les-pepites-du-savoir-pour-tous-a7616.html>
- <http://fr.techcrunch.com/2011/11/07/le%20%99open-data-un-enjeu-pour-les-entreprises/>
- <http://eaves.ca/2011/10/21/the-state-of-open-data-2011/>
- <http://www.etalab.gouv.fr/article-open-data-campus-88447070.html#fromTwitter>
- <http://www.scoop.it/t/donnespubliques/p/412142017/open-government-data-campus-2011>
- <https://ukriotcleanup.crowdmap.com/main>

- <http://www.innovcity.fr/2011/03/17/l%E2%80%99open-data-pousse-les-villes-a-collaborer-avec-les-citoyens/>
- <http://www.archimag.com/article/un-portail-dacc%C3%A8s-aux-donn%C3%A9es-publiques-dici-la-fin-de-lann%C3%A9e>
- <http://www.guardian.co.uk/news/datablog/interactive/2011/aug/09/uk-riots-incident-map>

Durable / rentable :

- <http://www.alphagalileo.org/PrintView.aspx?ItemId=113200&CultureCode=en>
- http://www.tuwien.ac.at/en/news/news_detail/article/7193/
- <http://korben.info/a-linterieur-des-data-centers.html>
- <http://www.arretsurimages.net/contenu.php?id=3857>
- <http://planetforward.org/idea/redefining-clubbing-the-sustainable-way/>
- <http://www.01net.com/editorial/535296/google-lance-prizes-un-site-qui-vous-recompense-pour-aider-les-autres/>
- <http://www.bloc.com/article/internet/sites-internet/google-prizes-2011-07-27.html>
- <http://www.euractiv.fr/ville-europeenne-ideale-ecologique-sociale-intergenerationnelle-article>
- <http://www.alphagalileo.org/ViewItem.aspx?ItemId=113755&CultureCode=en>
- <http://www.usinenouvelle.com/article/les-gros-industriels-soumis-aux-quotas-de-co2-dans-le-viseur-du-senat.N163342?xtor=RSS-215>
- <http://www.atelier.net/fr/articles/gerer-une-ville-efficacement-passe-technologies-interconnectees>
- http://www.euractiv.fr/sites/default/files/note_de_synthese_227_du_cas.pdf

Slow / fast :

- <http://www.alphagalileo.org/PrintView.aspx?ItemId=113200&CultureCode=en>
- http://www.strasbourg.eu/urbanisme/projets_urbains/Synthese_EcoCites.pdf?FileID=documentsprincipaux%2furbanisme-logement%2fprojets_urbains%2fsynthese_ecocites.pdf
- <http://www.inaglobal.fr/education-formation/article/reduire-la-fracture-numerique-un-enjeu-partage>
- <http://www.urbatopie.com/>
- <http://www.saintnazaire.net/32252-la-ville-frugale-de-jean-haentjens.html>
- http://web.ac-reims.fr/ia51eedd/file/2011/projet%20eco/ville_durable_frugale.pdf